

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS262/2
12 août 2002

(02-4395)

Original: anglais

ÉTATS-UNIS – RÉEXAMENS À L'EXTINCTION DES DROITS ANTIDUMPING ET DES DROITS COMPENSATEURS APPLIQUÉS À CERTAINS PRODUITS EN ACIER EN PROVENANCE DE FRANCE ET D'ALLEMAGNE

Demande de participation aux consultations

Communication du Canada

La communication ci-après, datée du 7 août 2002, adressée par la Mission permanente du Canada à la Mission permanente des États-Unis, à la Délégation permanente de la Commission européenne et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:11 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Conformément à l'article 4:11 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, le gouvernement canadien fait savoir par la présente qu'il désire participer aux consultations demandées par les Communautés européennes au titre de l'article 4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, de l'article XXII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, de l'article 17 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et de l'article 30 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, au sujet des droits antidumping et des droits compensateurs imposés par les États-Unis sur les importations de produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance de France et d'Allemagne et sur les importations de tôles en acier au carbone coupées à la longueur voulue en provenance d'Allemagne. La communication pertinente adressée par la Délégation permanente de la Commission européenne à la Mission permanente des États-Unis, datée du 25 juillet 2002, a été distribuée aux Membres de l'OMC le 30 juillet 2002 (WT/DS262/1; G/L/557; G/ADP/D41/1; G/SCM/D46/1).

Le Canada a un intérêt commercial substantiel dans ces consultations car les exportations canadiennes de produits en acier au carbone ont également fait l'objet du réexamen à l'extinction en question, qui s'est traduit par le maintien de l'ordonnance en matière de droits antidumping concernant les produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Canada (dossier du DOC portant le numéro A-122-822, dossier de la Commission du commerce international des États-Unis portant le numéro A-614, Publication n° 3364, novembre 2000). Par ailleurs, du fait qu'il procède lui-même à des enquêtes en matière de droits antidumping et qu'il agit en qualité de défendeur dans de telles enquêtes, le Canada a un intérêt commercial substantiel dans les questions qui seront examinées au cours de ces consultations. Plus précisément, la question des normes appropriées à utiliser pour déterminer si des ordonnances en matière de droits antidumping et/ou de droits compensateurs devraient être prorogées ou abrogées présente un intérêt fondamental pour le Canada.
